



**ARRÊTÉ N° 59-DDPP-19**  
**portant bénéfice d'antériorité**

Le Préfet de la Loire

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 513-1 ;

**VU** la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 19-03 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature à Monsieur Patrick RUBI, directeur départemental par intérim de la protection des populations de la Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°18-089 du 20 Août 1998 réglementant les activités de la société CLEXTRAL à FIRMINY, rue de Chazeau ;

**VU** le courrier de l'exploitant du 17 septembre 2018 sollicitant la modification de ses activités classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 29 janvier 2019 proposant la modification du tableau de classement de l'arrêté préfectoral n° 18-089 du 20 août 1998 ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité « préparation de pâte de papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610-a » perdure tout en restant en deçà du seuil de classement de la rubrique 2430 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la situation administrative de l'installation susvisée ;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental par intérim de la protection des populations de la Loire,

**ARRÊTE**

**Article 1:** Tableau de classement

Le tableau figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'**arrêté préfectoral 20 août 1998** susvisé est supprimé et remplacé par le tableau de classement ci-dessous :

Rubriques	Nature des activités	Volumes d'activité	A, E D, DC, NC
2430-a	Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610.a	La capacité de production étant supérieure à 10 tonnes/jour	A

**A** : Autorisation      **E** : Enregistrement      **D** : Déclaration  
**DC** : Déclaration avec contrôle périodique      **NC** : Non classé

## **Article 2**

Les autres dispositions de l'arrêté du 20 août 1998 susvisé restent inchangées.

## **Article 3**

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

## **Article 4 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° par la société CLEXTRAL dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211 -1 et L. 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **Article 5 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article [R.181-44](#) du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de FIRMINY et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de FIRMINY pendant une durée minimum d'un mois. Monsieur le maire de FIRMINY fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire, l'accomplissement de cette formalité. ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

**Article 6 : Exécution**

Monsieur le directeur départemental par intérim de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de FIRMINY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Mairie de FIRMINY et à la société CLEXTRAL.

Fait à Saint-Etienne, le 5 février 2019

Le directeur départemental par intérim  
de la protection des populations de la Loire



Patrick RUBI

Copie adressée à :

- Société CLEXTRAL

Rue de Chazeau

42700 FIRMINY

- Mairie de FIRMINY

- DREAL UID Loire/Haute Loire

- Archives

- Chrono

